

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Dr Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 16 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**NEW ALTERNATIVE OAK**  
11 Rue du Torula - La Nérolle  
16130 Segonzac

Références : 2025\_1540\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007209451

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 décembre 2025 dans l'établissement NEW ALTERNATIVE OAK implanté La Nérolle 16130 Segonzac. L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'inscription de l'établissement au plan pluriannuel de contrôle pour l'année 2025. Elle a pour objet de réaliser le récolement de l'arrêté préfectoral d'enregistrement, intégrant de nombreux aménagements. L'exploitant a été notifié de son arrêté d'exploitation le 20 septembre 2024. Cette inspection vise à vérifier la conformité des installations et des conditions d'exploitation avec les prescriptions réglementaires en vigueur.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEW ALTERNATIVE OAK
- La Nérolle 16130 Segonzac
- Code AIOT : 0007209451
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

NEW ALTERNATIVE OAK (N.A.O) est une entreprise familiale indépendante fondée en 2007 par Gontran Beaudoin, implantée à La Nérolle, près de Cognac, au cœur de la Grande Champagne. Elle regroupe trois activités principales : la tonnellerie (barriques neuves, d'occasion et réparations), le négoce de bois (merrain, avivés, fagots) et la production de produits œnologiques alternatifs à base de bois (copeaux, staves, tanins, boisés).

N.A.O accompagne les professionnels du vin, de la bière et des spiritueux. En 2021, N.A.O a renforcé son savoir-faire avec l'intégration de la Tonnellerie de Cognac, spécialisée dans la fabrication artisanale de fûts haut de gamme pour l'industrie des spiritueux. L'entreprise est ouverte de 8h à 17h du lundi au jeudi et de 7h45 à 15h30 le vendredi. Elle emploie environ 15 personnes.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Aménagement des locaux	Arrêté Préfectoral du 20/09/2024, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Aménagement des stockages et volumes d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 20/09/2024, article 2.2.1 et 2.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Maîtrise incendie du local d'alcool	Arrêté Préfectoral du 20/09/2024, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Rejets des eaux industrielles et pluviales (analyses et plan)	Arrêté Préfectoral du 20/09/2024, article 2.5.1 et 2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
9	Détection des fumées	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 20	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Maîtrise du risque incendie	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	Prévention du risque accidentel	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accessibilité des secours	Arrêté Préfectoral du 20/09/2024, article 2.1.3	Sans objet
5	Coupure de gaz - osmoseurs et du four de séchage du bois	Arrêté Préfectoral du 20/09/2024, article 2.4.2	Sans objet
7	Maîtrise des risques accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/09/2024, article 2.4.1	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 45	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a permis de constater certaines conformités du site aux prescriptions applicables à ce jour. Les volumes d'encours et de production de l'atelier n°5 sont inférieurs aux seuils réglementaires, et les stockages de bois de l'atelier 7a respectent les distances requises.

En revanche, les locaux destinés au stockage (n°4 pour les copeaux et 14 pour les fûts) présentent des volumes d'encours supérieurs aux limites fixées par l'arrêté préfectoral, en lien notamment avec les difficultés rencontrées sur le marché international, ayant entraîné des désistements de commandes et une diminution des ventes.

Par ailleurs, certains locaux et équipements ne sont pas encore exploités ou mis en service, notamment l'absence de l'osmoseur dans le local 8a et le four à copeaux de l'atelier 9b, dont la mise en fonctionnement, pour le dernier, est envisagée à moyen terme. Ces éléments traduisent